

**APPEL DE JURISTES DE DROIT
INTERNATIONAL CONTRE
UNE INVOCATION ABUSIVE
DE LA LÉGITIME DÉFENSE POUR FAIRE
FACE AU DÉFI DU TERRORISME
(en français, anglais, portugais et arabe)**

Depuis plusieurs années, les attentats terroristes se sont multipliés dans divers pays, y compris occidentaux. Beaucoup y ont vu des actes de guerre auxquels il conviendrait de riposter immédiatement en légitime défense, chaque État usant de la force militaire individuellement ou dans le cadre de coalitions constituées pour l'occasion. C'est ainsi au nom de la légitime défense qu'ont été justifiées de nombreuses interventions militaires, comme celles visant Al Qaïda, Daech, ou des groupes qui y sont affiliés. Alors que certains ont minimisé ces précédents en insistant sur leur caractère exceptionnel, le risque est grand que la légitime défense devienne rapidement un sésame justifiant systématiquement le déclenchement d'actions militaires menées tous azimuts et unilatéralement. Or, sans nous opposer par principe à l'usage de la force contre les groupes terroristes – notamment dans le contexte actuel de la lutte contre Daech – nous, professeur(e)s et chercheur(e)s en droit international, estimons que cette invocation croissante de la légitime défense est contestable. Le droit international prévoit en effet une série de mesures de lutte contre le terrorisme qui devraient être utilisées en priorité avant d'en arriver à l'invocation de la légitime défense.

En premier lieu, nous estimons que le terrorisme pose avant tout le défi de la prévention et de la répression, en particulier celui de la poursuite et du jugement des auteurs d'actes terroristes. Les outils qu'offre le droit sont à cet égard variés : ils renvoient principalement à une coopération policière et judiciaire, visant à la fois la répression des crimes commis et la prévention de leur répétition. Cette coopération mériterait certes d'être approfondie et améliorée, mais elle a jusqu'ici prouvé à maintes reprises son efficacité pour démanteler des réseaux, déjouer des attentats ou arrêter leurs auteurs. En se plaçant d'emblée sur le terrain de la « guerre contre le terrorisme » et de la « légitime défense », et en se référant souvent à un état d'exception dérogoratoire du droit commun, le risque est grand de minimiser, de négliger, voire d'ignorer ce dernier.

En deuxième lieu, et dans les cas où ces mécanismes classiques de droit pénal devraient être complétés par des mesures militaires, nous pensons que la concertation entre tous les États concernés constitue la première voie à explorer. Avant d'en appeler à une légitime défense qui s'exercerait contre la

volonté d'un État sur le territoire duquel opérerait un groupe terroriste, il est à tout le moins indispensable de tenter de s'entendre avec le gouvernement de cet État. Juridiquement, cette concertation limitée à la lutte contre le terrorisme n'exclut nullement que l'on critique la politique, ou même que l'on remette en cause le maintien en place, de ce gouvernement. Elle n'empêche par ailleurs pas de dénoncer fermement toutes les violations du droit international humanitaire, quels qu'en soient les auteurs.

En troisième lieu, il faut rappeler que c'est au Conseil de sécurité qu'incombe, conformément au chapitre VII de la Charte des Nations Unies, la responsabilité principale dans le domaine du maintien et du rétablissement de la paix. Ce dernier a qualifié à de nombreuses reprises le terrorisme international de menace contre la paix et il est logique que, excepté dans des cas d'urgence qui ne laisseraient pas le temps de le saisir, c'est à lui qu'échoit la responsabilité de décider, puis, de coordonner et superviser une action éventuelle de sécurité collective. La pratique consistant à le confiner dans un rôle de producteur de résolutions ambiguës et à portée essentiellement diplomatique, comme cela a par exemple été le cas avec l'adoption de la résolution 2249 (2015) relative à la lutte contre Daech, doit être dépassée au profit d'un retour à la lettre ainsi qu'à l'esprit de la Charte propre à assurer une approche multilatérale de la sécurité.

En quatrième lieu, ce n'est que si – et tant que – le Conseil de sécurité ne peut prendre les mesures nécessaires au maintien de la paix et de la sécurité internationales que la légitime défense peut être invoquée pour justifier une intervention militaire contre un groupe terroriste. Recourir à la force en légitime défense sur le territoire d'un État ne sera alors possible que si cet État se rend lui-même coupable d'une violation du droit international assimilable à une « agression armée », conformément à l'article 51 de la Charte. Cette violation peut être établie sur la base soit d'une attribution à l'État des actes de guerre perpétrés par le groupe terroriste, soit de l'engagement substantiel de cet État dans les actes de ce groupe, engagement qui peut, en certaines circonstances, résulter des liens étroits qui existeraient entre l'État et le groupe concernés. Le simple fait qu'un État soit, malgré ses efforts, incapable de mettre fin à des actes terroristes sur son territoire ne peut en revanche suffire à justifier le bombardement de son territoire sans son consentement. Un tel argument ne trouve aucun fondement ni dans les textes juridiques existants ni dans la jurisprudence établie par la Cour internationale de justice. Son acceptation risquerait de mener aux abus les plus graves, les actions militaires pouvant désormais être menées contre la volonté d'un grand nombre d'États sous le seul prétexte que ceux-ci ne seraient, aux seuls yeux de la puissance intervenante, pas suffisamment efficaces dans la lutte contre le terrorisme.

Finalement, la légitime défense ne devrait pas être invoquée sans que ne soient d'abord envisagées et explorées les autres options de lutte contre le

terrorisme. L'ordre juridique international ne peut se réduire à une logique interventionniste similaire à celle que l'on a connue antérieurement à l'adoption de la Charte des Nations Unies. Cette dernière a eu pour objet de substituer aux actions militaires unilatérales un système multilatéral fondé sur la coopération et sur le rôle accru du droit et des institutions. Il serait dramatique que, sous le coup de l'émotion bien compréhensible que suscite la multiplication des attentats terroristes, on en vienne à l'oublier.

A PLEA AGAINST THE ABUSIVE INVOCATION OF SELF-DEFENCE AS A RESPONSE TO TERRORISM

For several years now, the number of terrorist attacks has been on the rise, including in Western countries. Many have equated these attacks with acts of war, requiring an immediate reaction in self-defence by States using military force, either individually or collectively in coalitions set up for that purpose. Thus, numerous military interventions have been conducted in the name of self-defence, including against Al Qaeda, ISIS or affiliated groups. While some have downplayed these precedents on account of their exceptional nature, there is a serious risk of self-defence becoming an alibi, used systematically to justify the unilateral launching of military operations around the world. Without opposing the use of force against terrorist groups as a matter of principle – particularly in the current context of the fight against ISIS – we, international law professors and scholars, consider this invocation of self-defence to be problematic. In fact, international law provides for a range of measures to fight terrorism. Priority should be given to these measures before invoking self-defence.

Firstly, we consider that terrorism raises above all the challenge of prosecution and trial of individuals who commit acts of terrorism. A variety of legal tools are available in this respect. They relate first and foremost to police and judicial cooperation (chiefly through agencies such as INTERPOL or EUROPOL), aiming both at punishing those responsible for the crimes committed and preventing future occurrence of such crimes. Although there is certainly room for improvement, this cooperation has often proved effective in dismantling networks, thwarting attacks, and arresting the perpetrators of such attacks. By embracing from the outset the “war against terrorism” and “self-defence” paradigms and declaring a state of emergency, there is a serious risk of trivializing, neglecting, or ignoring ordinary peacetime legal processes.

Secondly, in cases where these ordinary criminal mechanisms must be complemented by military measures, we believe that the first option must remain dialogue between all concerned States. Before launching a military operation in a foreign State, the territory of which is used by a terrorist group, it is essential to try to enter into discussions with the government of that State. From a legal point of view, diplomatic discussions limited to the fight against terrorism in no way preclude criticism of the government’s policies or even calling into question its stay in power. Moreover, they do not

exclude strong condemnation of all violations of international humanitarian law regardless of their perpetrators.

Thirdly, it should be recalled that, according to Chapter VII of the United Nations Charter, the maintenance of international peace and security rests first and foremost with the Security Council. The Council has qualified international terrorism as a threat to the peace on numerous occasions. Therefore, aside from cases of emergency leaving no time to seize the UN, it must remain the Security Council's primary responsibility to decide, coordinate and supervise acts of collective security. Confining the task of the Council to adopting ambiguous resolutions of an essentially diplomatic nature, as was the case with the passing of resolution 2249 (2015) relating to the fight against ISIS, is an unfortunate practice. Instead, the role of the Council must be enhanced in keeping with the letter and spirit of the Charter, thereby ensuring a multilateral approach to security.

Fourthly, it is only if – and as long as – the Security Council has not adopted the measures necessary for maintaining international peace and security that self-defence may be invoked to justify a military intervention against a terrorist group. In accordance with article 51 of the Charter, the use of force in self-defence on the territory of another State is only lawful if that State bears responsibility for a violation of international law tantamount to an “armed attack”. This may occur either where acts of war perpetrated by a terrorist group can be attributed to the State, or by virtue of a substantial involvement of that State in the actions of such groups. In certain circumstances, such involvement may result from the existence of a direct link between the relevant State and the group. However, the mere fact that, despite its efforts, a State is unable to put an end to terrorist activities on its territory is insufficient to justify bombing that State's territory without its consent. Such an argument finds no support either in existing legal instruments or in the case law of the International Court of Justice. Accepting this argument entails a risk of grave abuse in that military action may henceforth be conducted against the will of a great number of States under the sole pretext that, in the intervening State's view, they were not sufficiently effective in fighting terrorism.

Finally, self-defence should not be invoked before considering and exploring other available options in the fight against terrorism. The international legal order may not be reduced to an interventionist logic similar to that prevailing before the adoption of the United Nations Charter. The purpose of the Charter was to substitute a multilateral system grounded in cooperation and the enhanced role of law and institutions for unilateral military action. It would be tragic if, acting on emotion in the face of terrorism (understandable as this emotion may be), that purpose were lost.

CONTRA A INVOCAÇÃO ABUSIVA DA LEGÍTIMA DEFESA PARA RESPONDER AO DESAFIO DO TERRORISMO

Desde há vários anos, os ataques terroristas multiplicaram-se em diversos países, nomeadamente ocidentais. Muitos os viram como atos de guerra contra os quais seria conveniente retaliar imediatamente em legítima defesa, cada Estado usando a força militar individualmente ou no quadro de coalizões formadas para a ocasião. Assim, é em nome da legítima defesa que foram justificadas muitas intervenções militares, tais como aquelas visando Al Qaeda, Daech ou grupos filiados. Embora alguns tenham minimizado estes precedentes, insistindo no seu carácter excecional, o risco é grande que a legítima defesa se torne rapidamente um sésamo justificando sistematicamente o desencadeamento de ações militares conduzidas por todas as partes do mundo e unilateralmente. Ora, sem nos opormos por princípio ao uso da força contra os grupos terroristas – especialmente no contexto atual da luta contra o Daech – nós, professor(es) e pesquisador(es) em direito internacional, consideramos que esta invocação crescente da legítima defesa é contestável. *De facto*, o direito internacional prevê uma série de medidas para lutar contra o terrorismo que deveriam ser utilizadas em prioridade antes de se chegar à invocação da legítima defesa.

M primeiro lugar, acreditamos que o terrorismo coloca sobretudo o desafio da prevenção e da repressão, em particular o do processo e do julgamento dos autores de atos terroristas. As ferramentas oferecidas pelo direito a este respeito são variadas: elas referem-se principalmente à uma cooperação policial e judicial, visando tanto a repressão dos crimes cometidos como a prevenção da sua repetição. Esta cooperação mereceria certamente ser aprofundada e melhorada mas, até agora, tem repetidamente provado a sua eficácia para desmantelar as redes, evitar ataques ou deter os seus autores. Ao colocar-se desde o início no terreno da “guerra contra o terrorismo” e da “legítima defesa”, e ao referir-se frequentemente a um estado de exceção derogatório ao direito comum, o risco é grande de minimizar, de negligenciar ou até de ignorar este último.

Em segundo lugar, e nos casos em que estes mecanismos clássicos de direito penal deveriam ser complementados por medidas militares, acreditamos que a concertação entre todos os Estados em causa é a primeira via a explorar. Antes de apelar a uma legítima defesa que iria exercer-se contra a vontade de um Estado sobre o território do qual um grupo terrorista operaria, é pelo menos indispensável procurar um acordo com o Governo deste Estado. Juridicamente, esta concertação limitada à luta contra o terrorismo não exclui que se possa criticar a política, ou mesmo que se ponha em causa a manutenção desse Governo. Não impede, aliás, que se denuncie firmemente todas

as violações do direito internacional humanitário, sejam quem forem os seus autores.

Em terceiro lugar, há que recordar que, de acordo com o capítulo VII da Carta da ONU, compete ao Conselho de Segurança a responsabilidade principal no domínio da manutenção e do restabelecimento da paz. Este último, em numerosas ocasiões, tem qualificado o terrorismo internacional de ameaça contra a paz e é lógico que, exceto em casos de emergência que não deixariam tempo para se dirigir a ele, é a este último que cabe a responsabilidade de decidir e, em seguida, de coordenar e supervisionar uma ação eventual de segurança coletiva. A prática que consiste em confiná-lo a um papel de produtor resoluções ambíguas e de alcance essencialmente diplomático, como tem sido por exemplo o caso com a adoção da Resolução 2249 (2015) relativa à luta contra Daech, deve ser ultrapassada em benefício de um retorno à letra e ao espírito da Carta em vista a garantir uma abordagem multilateral da segurança.

Em quarto lugar, é apenas se – e enquanto – o Conselho de Segurança não pode tomar as medidas necessárias à manutenção da paz e da segurança internacionais que a legítima defesa pode ser invocada para justificar uma intervenção militar contra um grupo terrorista. Recorrer à força em legítima defesa no território de um Estado só será então possível se o Estado tornase culpado de uma violação do direito internacional assimilável a uma “agressão armada” nos termos do artigo 51 da Carta. Esta violação pode ser estabelecida com base quer de uma atribuição ao Estado dos atos de guerra perpetrados pelo grupo terrorista, quer do compromisso substancial deste Estado nos atos deste grupo, compromisso que pode, em certas circunstâncias, resultar dos laços estreitos que existiriam entre o Estado e o grupo em causa. O simples facto de um Estado ser, apesar dos seus esforços, incapaz de pôr fim aos atos terroristas no seu território não pode, contudo, bastar para justificar o bombardeamento do seu território sem o seu consentimento. Tal argumento não tem nenhum fundamento, seja nos textos jurídicos existentes, seja na jurisprudência estabelecida pelo Tribunal Internacional de Justiça. A sua aceitação faria correr o risco de levar aos abusos os mais graves, as ações militares podendo doravante ser realizadas contra a vontade de um grande número de Estados sob o único pretexto de que estes não seriam, aos olhos da potência interveniente, suficientemente eficazes na luta contra o terrorismo.

Finalmente, a legítima defesa não deveria ser invocada sem que, em primeiro lugar, sejam consideradas e exploradas outras opções de luta contra o terrorismo. A ordem jurídica internacional não pode ser reduzida a uma lógica intervencionista semelhante àquela que era conhecida anteriormente à adoção da Carta das Nações Unidas. Esta última teve por objetivo de substituir às ações militares unilaterais um sistema multilateral baseado na cooperação e no papel reforçado do direito e das instituições. Seria dramático se, em razão da emoção bem compreensível suscitada pela proliferação dos ataques terroristas, chagássemos a esquecê-lo.

CONTRA UNA INVOCACIÓN ABUSIVA DEL DERECHO DE LEGÍTIMA DEFENSA PARA HACER FRENTE AL TERRORISMO

Desde hace varios años, los atentados terroristas se han multiplicado en diversos países, inclusive en los países occidentales. Muchos de ellos han interpretado dichos eventos como un acto de guerra que debía ser respondido a través del ejercicio del derecho de legítima defensa y, como resultado de ello, han empleado la fuerza armada en forma individual o en el marco de una coalición constituida para cada ocasión. De esta manera, ha sido justificado, en nombre de la legítima defensa, un número importante de intervenciones militares, como aquella contra Al-Qaida, el Levante (EIIL, también conocido como Daesh), o contra grupos afines. Si bien algunos Estados han minimizado dichos precedentes por su carácter excepcional, existe un gran riesgo que el derecho de legítima defensa se transforme rápidamente en una llave que permita justificar de manera sistemática el origen de acciones militares en todas las direcciones y en forma unilateral. Ahora bien, sin oponernos por principio al uso de la fuerza contra los grupos terroristas – particularmente en el actual contexto de la lucha contra Daesh – nosotros, profesores y investigadores en derecho internacional, estimamos que dicha invocación creciente del derecho de legítima defensa es objetable. El derecho internacional prevé en efecto una serie de medidas para luchar contra el terrorismo que deberían ser utilizadas previo a la invocación de la legítima defensa.

En primer lugar, estimamos que el terrorismo representa un desafío en lo concerniente a su prevención y represión, en particular esto implica la persecución y el juzgamiento de los autores de dichos actos terroristas. Las herramientas que ofrece el derecho en ese sentido son variadas: ellas hacen referencia principalmente a una cooperación policial et judicial, que posee como principal objetivo la represión de los crímenes cometidos y la prevención de su repetición. Si bien dicha cooperación merecería ser profundizada y mejorada, ella ha demostrado su eficacia en varias ocasiones, a través del desmantelamiento de redes, desbaratamiento de atentados o de la detención de sus autores. El hecho de situarse en forma inmediata en el plano de la “guerra contra el terrorismo” y la “legítima defensa”, haciendo referencia generalmente a un estado de excepción derogatorio del derecho común, podría desembocar en el riesgo de minimizar, olvidar o inclusive ignorar este último.

En segundo lugar, y en los casos donde los mecanismos clásicos del derecho penal debieran ser completados por medidas militares, pensamos que la concertación entre todos los Estados concernientes constituye la primera vía a explorar. Previo al uso de la legítima defensa, que se ejercería contra la volun-

tad de un Estado sobre cuyo territorio opera un grupo terrorista, resulta al menos indispensable intentar llegar a un entendimiento con el Gobierno de dicho Estado. Jurídicamente, dicha concertación limitada a la lucha contra el terrorismo no excluye que critiquemos la política, o de la misma manera que cuestionemos la continuidad, de dicho Gobierno. Por otra parte, ello no impide denunciar firmemente todas las violaciones del derecho internacional humanitario, cualquiera sea su autor.

En tercer lugar, se debe recordar que es el Consejo de Seguridad a quien le incumbe, conforme al Capítulo VII de la Carta de la Organización de las Naciones Unidas, la responsabilidad primordial en el ámbito del mantenimiento y el restablecimiento de la paz. Este último ha calificado en diferentes oportunidades al terrorismo internacional como una amenaza contra la paz y resulta lógico que, exceptuando los casos de urgencia que no permitan disponer del tiempo suficiente para su tratamiento, sea dicho órgano el responsable de decidir y, posteriormente, coordinar y supervisar una acción eventual de seguridad colectiva. La práctica consistente a confinarlo a un rol de productor de resoluciones ambiguas y con un alcance principalmente diplomático, como por ejemplo en el caso concerniente a la adopción de la resolución 2249 (2015) relativa a la lucha contra Daesh, debe ser superada en beneficio de un retorno a la letra y espíritu de la Carta, en orden a asegurar un punto de vista multilateral de la seguridad.

En cuarto lugar, sólo si – y hasta tanto – el Consejo de Seguridad no pueda adoptar las medidas necesarias en favor del mantenimiento de la paz y de la seguridad internacionales, el derecho de legítima defensa puede ser invocado para justificar una intervención militar contra un grupo terrorista. Recurrir a la fuerza en legítima defensa sobre el territorio de un Estado sólo es posible si el mismo se considera responsable de una violación del derecho internacional asimilable a una “agresión armada”, de conformidad al artículo 51 de la Carta. Dicha violación puede ser establecida sobre la base de una atribución al Estado de los actos de guerra perpetrados por el grupo terrorista, o del compromiso que puede resultar, en ciertas circunstancias, del vínculo estrecho que existiría entre el Estado y el grupo correspondiente. Por el contrario, el simple hecho que el Estado sea, a pesar de sus esfuerzos, incapaz de dar término a los actos terroristas en su territorio, no puede ser suficiente para justificar el bombardeo de su territorio sin su consentimiento. Dicho argumento no encuentra justificación alguna en los textos jurídicos existentes, ni en la jurisprudencia establecida por la Corte Internacional de Justicia. Su aceptación implicaría llevarnos a los abusos más graves y, como consecuencia de ello, las operaciones militares podrían llevarse a cabo contra la voluntad de un número importante de Estados, bajo el único pretexto que estos último no serían, a la vista la potencia interviniente, suficientemente eficaces en la lucha contra el terrorismo.

Finalmente, el derecho a la legítima defensa no debería ser invocado sin que sean previamente consideradas y exploradas las otras opciones de lucha contra el terrorismo. El orden jurídico internacional no puede reducirse a una lógica intervencionista similar a aquella que hemos conocido previo a la adopción de la Carta de la Organización de las Naciones Unidas. Esta última tuvo como principal objetivo substituir las operaciones militares unilaterales por un sistema multilateral basado en la cooperación y en el rol primordial del derecho y las instituciones. Sería dramático que, sobre la base de la emoción comprensible que genera la multiplicación de los atentados terroristas, terminemos por olvidar dichas características.

الاعتراض علي التذرع المتعسف بالدفاع الشرعي لمواجهة الارهاب

لسنوات عديدة والهجمات الارهابية في تزايد مستمر في مختلف دول العالم بما فيها الدول الغربية. ولقد نظر البعض الي تلك الهجمات على انها اعمال حرب وبالتالي تستلزم رد فعل عسكري وفوري من الدول، فرادي او في شكل تحالفات عسكرية معدة لذلك مما ترتب عليه التدخل العسكري في الدول الأخرى تحت حجة الدفاع الشرعي كالتدخل العسكري لمواجهة القاعدة و داعش وغيرها من الجماعات التابعة. وبالرغم من تنويه البعض باستثنائية هذا التدخل الا انه توجد خطورة في ان يصير الدفاع الشرعي ذريعة لاستخدام القوة حول العالم. لذلك فنحن كفقهاء واساتذة القانون الدولي العام نعتبر ان التذرع بالدفاع الشرعي قد يثير عدة مشاكل. فالقانون الدولي العام يحتوي على عدة تدابير لمواجهة الارهاب التي ينبغي ان يكون لها الاولوية قبل التحجج بفكرة الدفاع الشرعي.

اولا، فإننا نري ان مواجهة الارهاب ترتبط بمحاكمة هؤلاء الذين يرتكبون اعمال ارهابية والتحقيق معهم وهناك العديد من الادوات القانونية في هذا المجال، فيمكن الاشارة الي التعاون القضائي والبوليسي (خصوصا من خلال اجهزة مثل الانتربول البوروبول) اللذين يهدفا في معاقبة المسؤولين عن تلك الاعمال ومنع وقوعها في المستقبل. هذا التعاون، بالرغم من اعتقادنا في حاجته الي مزيد من التحسين، الا انه اثبت فاعليته في تفكيك العديد من الخلايا الارهابية واحباط الهجمات والقاء القبض على مرتكبي تلك الهجمات الارهابية. وبالتالي فان التحجج بفكرة « الحرب ضد الارهاب » و « الدفاع الشرعي » واعلان حالة الطوارئ من شأنهم تهميش وتجاهل الادوات القانونية المستخدمة وقت السلم.

ثانيا، وفي الحالات التي تحتاج تلك الادوات القانونية الي استخدام التدابير العسكرية، فإننا نؤمن بانه يجب ان يظل اللجوء الي الحوار بين الدول المعنية هو الخيار الاول. لذلك يصبح من الضروري وقبل بدء اية عملية عسكرية في الدولة الأجنبية، التي تستخدم الجماعات الارهابية اقليمها، الدخول في مناقشات مع حكومة تلك الدولة. ولكن ينبغي الذكر انه ومن النظرة القانونية، فان المناقشات الدبلوماسية حول مواجهة الارهاب لا تحول دون نقد سياسات حكومة تلك الدولة او حتي التساؤل عن بقائها في السلطة. فضلا عن ذلك، فإنها لا تحول دون ادانة ايه انتهاكات للقانون الدولي الانساني أيا كان المسئول عن ارتكابها.

ثالثا، يجب التذكير بانه طبقا للفصل السابع من ميثاق الامم المتحدة، فان مجلس الامن هو المختص بالتبعات الرئيسية لحفظ الامن والسلم الدوليين ولقد قام مجلس الامن في العديد من المناسبات بتكليف الارهاب على انه يشكل تهديدا للأمن والسلم الدوليين. لذلك يجب ان يظل هذا الجهاز متحمل التبعات الرئيسية لتقرير وتنظيم ومراقبة اعمال الدفاع المشتركة الا في حالات الطوارئ التي لا يسنح الوقت لتحمل الامم المتحدة زمام الامور بشأنها. وبالتالي فان حصر دور مجلس الامن في اصدار قرارات غامضة ذات طابع سياسي كما كان الحال بالنسبة لقرار رقم ٩٤٢٢ (٥١٠٢) المتعلق بمواجهة داعش يشكل ممارسة غير مرحب بها بل يجب العمل علي زيادة كفاءة دور مجلس الامن لتواكب روح الميثاق ونصوصه مما يضمن توجه جماعي في حفظ الامن والسلم الدوليين.

رابعا، فانه فقط وطالما ان مجلس الامن لم يتخذ التدابير الضرورية لحفظ الامن والسلم الدوليين، فانه يمكن التذرع بالدفاع الشرعي من اجل التدخل العسكري ضد الجماعات الارهابية. ولكن طبقا للمادة ١٥ من الميثاق، فان استخدام القوة في حالة الدفاع الشرعي داخل اقليم دولة اخري لا يكون مشروعا الا في حالة إذا كانت تلك الدولة تتحمل مسؤولية انتهاك القانون الدولي الذي يرقى الي كونه « اعتداء مسلحا » وهذا ما يحدث عندما يمكن نسبة الاعمال التي يشنها الجماعات الارهابية الي الدولة او حين يثبت تورطها ومساهمتها الجوهرية في اعمال تلك الجماعات. وفي حالات متعددة يكون هذا التورط ناتجا عن وجود علاقة مباشرة بين الدولة الاجنبية والجماعة الارهابية. ولكن ينبغي الذكر ان مجرد عدم قدرة الدولة، رغم محاولتها، علي وضع حد للأشطة الارهابية على اقليمها لا يعتبر سببا كافيا للتدخل الخارجي داخل اقليمها دون موافقتها. فلا تجد مثل تلك الحجة سندا قانونيا في النصوص القانونية ولا في احكام محكمة العدل الدولية. وبالتالي فان قبول تلك الحجة يثير خطر

التعسف في قيام البعض باستخدام القوة ضد ارادة مجموعة كبيرة من الدول لمجرد ان الدولة المتدخلة تري ان الدولة الأخرى غير قادرة على مواجهة الارهاب بفاعلية.

وأخيرا، فانه يجدر الاشارة الي انه ينبغي عدم التحجج بالدفاع الشرعي الا بعد استنفاد كافة السبل المتاحة لمواجهة الارهاب. لذا فان النظام القانوني الدولي يجب الا ينحصر في اتجاه يعطي الاولوية للتدخل العسكري كما كان الوضع قبل ابرام ميثاق الامم المتحدة والذي يستهدف احلال نظام جماعي مشترك مبني علي التعاون واعلاء دور القانون محل العمل العسكري المنفرد، ولذلك يجب الا تدفعنا العاطفة والغضب من الارهاب (وهو غضب له محله) الي فقدان ومحو هذا الهدف.

**CONTRE UNE INVOCATION ABUSIVE
DE LA LÉGITIME DÉFENSE POUR FAIRE
FACE AU DÉFI DU TERRORISME**

**A PLEA AGAINST THE ABUSIVE
INVOCATION OF SELF-DEFENCE AS
A RESPONSE TO TERRORISM**

PROFESSEURS | PROFESSORS

1. Ricardo ABELLO GALVIS, Professeur, Universidad del Rosario (Bogotá, Colombie)
2. Georges ABI SAAB, professeur honoraire, Institut de Hautes études internationales et du développement
3. Carmen Gina ACHIMESCU, Assistant Professor, University of Bucharest
4. Boutheina AJROUD SABRI, Maître de conférences, Université de Carthage
5. Shin-ichi AGO, Professor, University of Ritsumeikan
6. Denis ALLAND, Professeur, Université de Paris 2 Panthéon-Assas
7. Niki ALOUPI, Professeure, Université de Strasbourg
8. Philip ALSTON, Professor, New York University
9. Julien ANCELIN, Maître de conférences, Université de Bordeaux
10. Paz ANDRÉS SÁENZ DE SANTAMARÍA, Catedrática, Universidad de Oviedo
11. Nicolas ANGELET, Professeur, Université libre de Bruxelles
12. Tony ANGHIE, Professor, University of Utah
13. Donald K. ANTON, Professor, Griffith University (Australia)
14. Constantine ANTONOPOULOS, Associate Professor, Democritus University of Thrace
15. Charalambis APOSTOLIDIS, Professeur, Université de Bourgogne Franche-Comté
16. Walter AREVALO-RAMIREZ, Professor, Universidad del Rosario
17. Jean D'ASPREMONT, Professor, University of Manchester and University of Amsterdam
18. Alessandra ASTERITI, Professor, Leuphana University (Germany)
19. Mariano AZNAR, Catedrática, Universidad Jaume I

20. Rémi BACHAND, Professeur, Université du Québec, Montréal
21. Louis BALMOND, Professeur, Université de Toulon
22. Karine BANNELIER, Maître de conférences HDR, Université Grenoble Alpes
23. Rafâa BEN ACHOUR, Juge, Cour africaine des droits de l'homme et des peuples
24. Ilias BANTEKAS, Professor, Brunel University London
25. Paolo BARGIACCHI, Professor, Kore University of Enna (Italy)
26. Marie-Laure BASILIEN-GAINCHE, Professeure, Université Jean Moulin Lyon 3
27. Dr Annyssa BELLAL, Lecturer, Sciences Po Paris
28. Haykal BEN MAHFOUDH, Professeur, Université de Carthage
29. Nadia BERNAZ, Senior Lecturer, Middlesex University London
30. Abdelwahab BIAD, Maître de conférences HDR, Université de Rouen
31. Christina BINDER, Professor, Universität Wien
32. Marion BLONDEL, Maître de conférences, Université de Bordeaux
33. Pierre BODEAU-LIVINEC, Professeur, Université Paris Ouest Nanterre La Défense
34. Nicolas BOEGLIN, Professeur, Universidad de Costa Rica
35. Nerina BOSCHIERO, Dean of the Law Faculty, Università degli Studi di Milano
36. Michael BOTHE, Professor, Goethe University Frankfurt
37. Mouloud BOUMGHAR, Professeur, Université de Picardie
38. Susan BREAU, Professor, University of Reading
39. Antonis BREDINAS, Professeur émérite, University of Athens
40. Eva BREMS, Professeure, Ghent University
41. Wladimir BRITO, Professeur, Université du Minho (Portugal)
42. Bruce BROOMHALL, Professeur, Université du Québec, Montréal
43. Emiliano J. BUIS, Profesor adjunto, Universidad de Buenos Aires
44. Michael BYERS, Professor, University of British Columbia
45. Enzo CANNIZZARO, Professore ordinario, Università di Roma «La Sapienza»
46. Jorge CARDONA, Catedrática, Universidad de Valencia
47. Tony CARTY, Professor, Tsinghua University Law School Beijing
48. Julien CAZALA, Maître de conférences HDR, Université d'Orléans
49. Ludovic CHAN-TUNG, Maître de conférences, Université Grenoble Alpes
50. Vincent CHAPAUX, Professeur, Université libre de Bruxelles
51. Hilary CHARLESWORTH, Professor, Australian National University
52. Monique CHEMILLIER-GENDREAU, Professeure émérite, Université Paris Diderot

53. Théodore CHRISTAKIS, Professeur, Université Grenoble Alpes, Institut Universitaire de France
54. Carolina DE ABREU BATISTA CLARO, Professor, International Relations Institute, University of Brasília
55. Luigi CONDORELLI, Professeur, Université de Florence ; Professeur honoraire, Université de Genève
56. Aristoteles CONSTANTINIDES, Assistant Professor, University of Cyprus
57. Olivier CORTEN, Professeur, Université libre de Bruxelles
58. Eric CORTHAY, Assistant Professor, Bahrain Polytechnic
59. Charles-Emmanuel CÔTÉ, Professeur, Université Laval
60. François CRÉPEAU, Professeur, McGill University ; Director, McGill Centre for Human Rights and Legal Pluralism ; United Nations Special Rapporteur on the Human Rights of Migrants
61. Claire CRÉPET DAIGREMONT, Maître de conférences, Université de Paris 2 Panthéon-Assas
62. Florian COUVEINHES MATSUMOTO, Maître de conférences, École normale supérieure (Ulm)
63. Carmelo DANISI, Temporary Professor of International Law, University of Bologna (Forlì campus)
64. Éric DAVID, Professeur émérite, Université libre de Bruxelles
65. Sérgio Roberto DE ABREU, Professor, Universidade Luterana do Brasil
66. Géraud DE LA PRADELLE, Professeur émérite, Université Paris Ouest Nanterre La Défense
67. Rui Aurelio DE LACERDA BADAR, Coordenador da Escola de Direito Internacional, Academia Brasileira de Direito Internacional
68. Arnaud DE NANTEUIL, Professeur, Université Paris Est-Créteil
69. Thaís DE OLIVEIRA, Professeure, Institut Federal de São Paulo
70. Olivier DE SCHUTTER, Professeur, Université catholique de Louvain
71. Kaouthar DEBBECHE, Maître de conférences, Université de Carthage
72. Barbara DELCOURT, Professeure, Université libre de Bruxelles
73. Cristian DELPIANO, Associate Professor, Universidad Catolica del Norte, Chile
74. Christophe DEPRez, Maître de conférences, Université de Liège
75. Delphine DESCHAUX DUTARD, Maître de conférences, Université Grenoble Alpes
76. Giovanni DISTEFANO, Professeur, Université de Neuchâtel
77. Frederik DHONDT, Professor, VUB/UGent-FWO
78. Daniel DORMOY, Professeur émérite, Université Paris-Sud/Paris-Saclay

79. Emmanuella DOUSSIS, Associate Professor, National and Kapodistrian University of Athens
80. Maria Luísa DUARTE, Professeure, Université de Lisbonne
81. Laurence DUBIN, Professeure, Université de Paris VIII
82. François DUBUISSON, Professeur, Université libre de Bruxelles
83. Geneviève DUFOUR, Professeure, Université de Sherbrooke
84. Ariel DULITZKY, Clinical Professor and Director of the Human Rights Clinic, University of Texas at Austin
85. Pierre-Marie DUPUY, Professor of Public International Law, Graduate Institute of International and Development Studies, Geneva
86. Cynthia EID, Academic Consultant, Université de Montréal
87. Carlos ESPALIÚ BERDUD, Associate Professor in Public International Law and European Law ; Director of the Institut Carlemany d'Estudis Europeus ; Head of the International Law Department, Universitat Internacional de Catalunya, Barcelona
88. Marina EUDES, Maître de conférences, Université Paris Ouest Nanterre La Défense
89. Diego P. FERNANDEZ ARROYO, Professeur, École de droit de Sciences Po Paris
90. Julian FERNANDEZ, Professeur, Université Paris 2 Panthéon-Assas
91. Thibaut FLEURY GRAFF, Professeur, Université Rennes 1
92. Moustafa FOUAD, Professor, Tanta University, Egypt
93. Isabelle FOUCHARD, Chercheuse CNRS, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
94. Erik FRANCKX, Vrije Universiteit Brussel
95. Duncan FRENCH, University of Lincoln, UK
96. Martin GALLIÉ, Professeur, Université du Québec, Montréal
97. Laura Victoria GARCÍA-MATAMOROS, Professeure, Universidad del Rosario (Bogotá – Colombie)
98. Thierry GARCIA, Professeur, Université Grenoble Alpes
99. Albane GESLIN, Professeure, Science Po Lyon
100. Ghazi GHERAIRI, Enseignant, Université de Carthage
101. Habib GHERARI, Professeur, Université d'Aix-Marseille
102. Emmanuel R. GOFFI, PhD, Research Fellow, Centre for Defence and Security Studies, University of Manitoba, Winnipeg MB, Canada
103. Christine GRAY, Professor, University of Cambridge
104. James A. GREEN, Professor, University of Reading
105. Délber Andrade GRIBEL LAGE, Professor, PUC Minas (Brazil)
106. Julia GRIGNON, Professeure adjointe, Université Laval
107. Hajer GUELDICH, Professeure agrégée, Université de Carthage

108. Nabil HAJJAMI, Maître de conférences, Université Paris Ouest Nanterre La Défense
109. Antenor HALLO DE WOLF, Assistant Professor, University of Groningen (The Netherlands)
110. Salwa HAMROUNI, Professeure, Université de Carthage
111. Sarah HEATHCOTE, Associate Professor, Australian National University
112. Mamadou HÉBIÉ, Assistant Professor, Université de Leiden
113. Christian HENDERSON, Professor, University of Sussex
114. Kevin JON HELLER, Professor, SOAS, University of London
115. Étienne HENRY, Chargé d'enseignement, Université de Neuchâtel
116. Carlos-Miguel HERRERA, Professeur, Université de Cergy-Pontoise
117. Massimo IOVANE, Professore, Federico II University of Naples
118. Mirta Raquel IPPOLITI, Professor Adjunta Derecho Internacional Público, Universidad de la República (Uruguay)
119. Shawan JABARIN, Professeur vacataire, Université de Birzeit
120. Carlos JIMÉNEZ PIERNAS, Catedrática, Universidad de Alcalá (Madrid)
121. Sarah JOSEPH, Professor, Monash University (Australia)
122. Ioannis KALPOUZOS, Lecturer, City University London
123. Jörg KAMMERHOFER, Professor, University of Freiburg (Germany)
124. Maurice KAMTO, Professeur, Université de Yaoundé II
125. Joseph KAZADI MPIANA, Professeur associé, Université de Lubumbashi (R.D.Congo)
126. Yann KERBRAT, Professeur, Université de Paris I (Panthéon-Sorbonne)
127. Rahim KHERAD, Professeur émérite, Université d'Angers
128. Jan KLABBERS, Professor, University of Helsinki
129. Pierre KLEIN, Professeur, Université libre de Bruxelles
130. Robert KOLB, Professeur, Université de Genève
131. Martti KOSKENNIEMI, Professor, University of Helsinki
132. Vaios KOUTROULIS, Professeur, Université libre de Bruxelles
133. Noura KRIDIS, Professeure, Université de Carthage
134. Nico KRISCH, Professor, Graduate Institute of International and Development Studies (Geneva)
135. George D. KYRIAKOPOULOS, Lecturer, National and Kapodistrian University of Athens
136. Anne LAGERWALL, Professeure, Université libre de Bruxelles
137. Slim LAGHMANI, Professeur, Université de Tunis
138. Philippe LAGRANGE, Professeur, Université de Poitiers
139. Davorin LAPAS, Professor, University of Zagreb

140. Franck LATTY, Professeur, Université Paris Ouest Nanterre La Défense
141. Sabine LAVOREL, Maître de conférences HDR, Université Grenoble Alpes
142. Yves LE BOUTHILLIER, Professeur, Université d'Ottawa
143. Mohamed LIMAM, Maître-assistant, Université de Sousse
144. Marco LONGOBARDO, Adjunct Professor, University of Messina
145. Jean-Victor LOUIS, Professeur émérite de l'Université libre de Bruxelles
146. Sarra MAAOUIA, Maître de conférences, Université de Carthage
147. Ahmed MAHIOU, Directeur de recherche émérite au CNRS, Université d'Aix-Marseille
148. Rafaëlle MAISON, Professeure, Université de Paris Sud
149. Catherine MAIA, Professeure, Université Lusófona de Porto (Portugal)
150. Sandrine MALJEAN-DUBOIS, Directrice de recherche CNRS, Université d'Aix-Marseille
151. Auguste MAMPUYA, Professeur, Université de Kinshasa
152. Ana MANERO SALVADOR, Profesora Titular de Derecho Internacional Público y Relaciones Internacionales, Universidad Carlos III de Madrid
153. Pacifique MANIRAKIZA, Associate Professor, University of Ottawa
154. Itamar MANN, Professor, University of Haifa (Israel)
155. Jean-Christophe MARTIN, Professeur, Université Nice Sophia Antipolis
156. Anne-Charlotte MARTINEAU, Senior Research Fellow, Max Planck Institute Luxembourg
157. Wafa MASMOUDI, Professeure, Université de Carthage
158. Jean MATRINGE, Professeur, Université de Paris I Panthéon-Sorbonne
159. Makane Moïse MBENGUE, Professeur, Université de Genève
160. Frédéric MEGRET, Professor, McGill University
161. Khaled MEJRI, Maître de conférences, Université de Carthage
162. Djedjro Francisco MELEDJE, Agrégé des Facultés de Droit, Professeur titulaire à l'Université de Cocody (Abidjan), Côte d'Ivoire
163. Luciano MENEGUETTI, Professor, Centro Universitário Toledo, Araçatuba/SP, Brazil
164. Panos MERKOURIS, Assistant Professor, University of Groningen
165. Mehdi MEZAGUER, Maître de conférences, Université Nice Sophia-Antipolis

166. Anne MILLET-DEVALLE, Maître de conférences HDR, Université de Nice Sophia Antipolis
167. Ivon MINGASHANG, Professeur, Université de Kinshasa
168. Mohamed Mahmoud MOHAMED SALAH, Professeur, Université de Nouakchott
169. Djamchid MOMTAZ, Professeur, Université de Téhéran
170. Isabelle MOULIER, Maître de conférences, Université d'Auvergne
171. Pablo MOSCOSO DE LA CUBA, Docente de la Facultad de Derecho, Pontificia Universidad Católica del Perú
172. Horatia MUIR WATT, Professeure, Sciences Po Paris
173. Valère NDIOR, Maître de conférences, Université de Toulouse
174. Raffaella NIGRO, Associate Professor, University Magna Græcia of Catanzaro
175. Maki NISHIUMI, Professor, Chuo University (Japan)
176. Anne-Thida NORODOM, Professeure, Université de Rouen
177. Gérard NYIUNGÉKO, Professeur, Université du Burundi (Bujumbura)
178. Mary Ellen O'CONNELL, Professor, University of Notre Dame (USA)
179. Roger O'KEEFE, Professor, University College London
180. Yasuaki ONUMA, Professor, University of Tokyo
181. Anne ORFORD, Professor, University of Melbourne
182. Inger OSTERDAHL, Professeur en droit international public, Université d'Uppsala, Suède
183. Paolo PALCHETTI, Professeur, Università di Macerata
184. David PAVOT, Chargé de cours, Université de Sherbrooke (Canada)
185. Mehrdad PAYANDEH, Professor, University of Duesseldorf
186. Jeremy PERELMAN, Professeur, Sciences Po Paris
187. Xavier PHILIPPE, Professeur, Université d'Aix-Marseille
188. Julien PIERET, Professeur assistant, Université libre de Bruxelles
189. Mónica PINTO, Professeure, Universidad de Buenos Aires
190. Ioannis PREZAS, Maître de conférences HDR, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
191. Mario PROST, Senior Lecturer, Keele University
192. René PROVOST, Professeur, McGill University
193. Aurélien RACCAH, Enseignant-chercheur à l'Université catholique de Lille
194. Balakrishnan RAJAGOPAL, Associate Professor, Massachusetts Institute of Technology (USA)
195. Antonio REMIRO BROTONS, Professeur, Universidad autónoma de Madrid
196. Juan Manuel RIVERO GODOY, Profesor ayudante, Universidad de la República (Uruguay)

197. François ROCH, Professeur, Université du Québec, Montréal
198. Ljubo RUNJIC, Ph.D., Lecturer in International Law, Polytechnic of Sibenik (Croatia)
199. Tom RUYS, Professor, Universiteit Gent
200. Muriel UBÉDA-SAILLARD, Professeur, Université de Lille 2
201. Jean SALMON, Professeur émérite, Université libre de Bruxelles
202. François Xavier SALUDEN, chargé de cours, Universités du Québec à Montréal, de Montréal, Laval (Canada)
203. Marco SASSOLI, Professeur, Université de Genève
204. Sergey SAYAPIN, Assistant Professor, KIMEP University (Kazakhstan)
205. Damien SCALIA, Professeur, Université libre de Bruxelles
206. Iain SCOBIE, Professor, University of Manchester
207. Gabrielle SIMM, Chancellor's Postdoctoral Research Fellow, University of Technology, Sidney
208. Despina SINOU, Chargée de cours, Universités de Paris 2 Panthéon-Assas et Paris 13 Nord
209. Pedro SLOBODA, Professor, Universidade Federal do Rio de Janeiro
210. Mounir SNOUSSI, Professeur, Université de Carthage
211. Michelle SOARES GARCIA, Professor, Faculdade Sao Lucas (Brasil)
212. Jean-Marc SOREL, Professeur, Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne
213. Sia SPILIOPOULOU ÅKERMARK, Associate Professor, The Åland Islands Peace Institute
214. Agnieszka SZPAK, Assistant Professor, Nicolas Copernicus University, Toruń (Poland)
215. Paulina STARSKI, LL.B., Senior Research Fellow, Max Planck Institute for Comparative Public and International Law, PostDoc Bucerius Law School, Hamburg
216. Anne-Sophie TABAU, Professeure, Université de La Réunion
217. Immi TALGREN, Research Fellow, Université d'Helsinki
218. Bérangère TAXIL, Professeure, Université d'Angers
219. Jean-François THIBAUT, Doyen, Faculté des arts et des sciences sociales, Université de Moncton, Canada
220. Dire TLADI, Professor, University of Pretoria
221. Soledad TORRECUADRADA GARCIA-LOZANO, Catedrática acreditada, Universidad Autónoma de Madrid
222. Mark TOUFAYAN, Professeur, Université du Québec en Outaouais
223. Marcos TOURINHO, Professor, Fundação Getulio Vargas, Brazil
224. Emmanuelle TOURME-JOUANNET, Professeure, SciencesPo Paris
225. Daniel TURP, Professeur, Université de Montréal

226. Antonios TZANOKOPOULOS, Associate Professor, University of Oxford
227. Vassilis P. TZEVELEKOS, Senior Lecturer in Law, University of Liverpool
228. Ntina TZOUVALA, Lecturer, Durham Law School, University of Durham
229. Kim VAN DER BORGHT, Professor, Vrije Universiteit Brussel
230. Carlos VILLAN-DURAN, Président, Société Espagnole pour le Droit International des Droits Humains
231. Ugo VILLANI, Professore ordinario, Università degli studi di Bari Aldo Moro
232. Chiara VITUCCI, Professore, Seconda Università di Napoli
233. Christian WALTER, Professor, University of Munich
234. Karel WELLENS, Professeur émérite, Université de Nimègue
235. Ralph WILDE, Reader in Law, University College London
236. Myra WILLIAMSON, Associate Professor, Kuwait International Law School, Doha City
237. Paula WOJCIKIEWICZ ALMEIDA, Professor, Getulio Vargas Foundation Law School (Rio de Janeiro/Brazil)
238. Jan WOUTERS, Professor, Katholiek Universiteit Leuven
239. Eric WYLER, Professor, Graduate Institute of International and Development Studies (Geneva)
240. Hideo YAMAGATA, Professor, Nagoya University
241. Patrick ZAHND, Professeur, Sciences Po Paris
242. Mamoud ZANI, Professeur, IHE-Tunis ; Directeur, Centre de droit international et européen (CDIE)
243. Svetlana ZASOVA, Maître de conférences en droit des conflits armés associée à Sciences po, chercheure associée à l'IREDIÉS – École de droit de la Sorbonne

ASSISTANTS / CHERCHEURS / DOCTORANTS
ASSISTANTS / RESEARCHERS /
PH.D. CANDIDATES

1. Mumbala ABELUNGU Junior, Doctorant, Universiteit Gent
2. Ezéchiél AMANI CIRIMWAMI, Doctorant en droit international et chercheur à la faculté de Droit et de criminologie, Vrije Universiteit Brussel
3. Jelena APARAC, ATER, Université Paris Ouest Nanterre

4. Marco BENATAR, Research Fellow, Max Planck Institute Luxembourg for International Law ; Researcher, Department of International and European Law, Vrije Universiteit Brussel
5. Issam BENHSSINE, Doctorant, Université Hassan II Ain Chock, Casablanca, Maroc
6. Éric BILALE, assistant à l'Université Protestante au Congo
7. Gertjan BOULET, Ph.D. Candidate, Vrije Universiteit Brussel
8. Carlos Eduardo DE CASTRO E SILVA CARREIRA, Researcher, University of São Paulo
9. Moez CHARFEDDINE, Doctorant, thèse déposée, en attente de soutenance, Université de Carthage
10. Silviana COCAN, Doctorante contractuelle chargée d'enseignement, Université de Bordeaux, en cotutelle avec l'Université Laval
11. Samson DABIRE, Doctorant, Assistant d'enseignements et de recherches, Université de Genève
12. François DELERUE, Ph.D. Candidate, European University Institute (Florence, Italy)
13. Habib Ahmed DJIGA, Chargé d'enseignement, Doctorant en droit international, Université Ouaga II, Burkina Faso
14. Abir EL MEKKI, Doctorante, Université Tunis El Manar
15. Michel ERPELDING, Research Fellow, Max Planck Institute Luxembourg for Procedural Law
16. Rana ESSAWY, Teaching Assistant, Alexandria University (Egypt)
17. Sina ETEZAZIAN, PhD student, Monash University
18. Manuel EYNARD, Doctorant contractuel, Universités de Nice Sophia-Antipolis et de Genève
19. Arthur FALLAS, Assistant, Université libre de Bruxelles
20. Eléonore GABRIEL, Doctorante, Université Paris Ouest Nanterre La Défense
21. Haythem Belhassen GABSI, Doctorant, enseignant-chercheur, membre du Laboratoire de Recherches en Droit International, Européen et Relations Maghreb-Europe, Faculté des Sciences Juridiques Politiques et Sociales de Tunis
22. Zakaria Abdessaber GHELLAB, Master droit international public et privé, Faculté de droit, Alger, Algérie
23. Jérémy HALL, Doctorant, Université Grenoble-Alpes
24. Marie-Laurence HÉBERT-DOLBEC, Doctorante, Université libre de Bruxelles
25. Aymeric HÊCHE, Doctorant, Université de Neuchâtel
26. Alexandra HOFER, Doctorante, Universiteit Gent

27. Pierre HUPET, Fondateur de la Chaire UNESCO en Résolution Internationale des Conflits et Construction de Paix ; Directeur du Centre Permanent pour la Citoyenneté et la Participation
28. Aziah HUSSIN, LLM Candidate, University College London
29. Khalid KACIMI, Doctorant en droit international, Université Mohamed V Souissi, Rabat, Maroc
30. Emmanuel KLIMIS, Chercheur, Université Saint-Louis ; Enseignant, Haute École PH Spaak
31. Arnaud Duclair KOTSAP MEKONTSO, Master II professionnel en Relations Internationales, option Contentieux International, Institut des Relations Internationales du Cameroun (IRIC)
32. Oumar KOUROUMA, Doctorant, Université Abdel Malek Essaâdi (Maroc)
33. Patryk LABUDA, PhD Candidate, Graduate Institute Geneva
34. Sidney LECLERCQ, Chercheur-doctorant à l'Université libre de Bruxelles (REPI)
35. Jinan LIMAM, Doctorante, thèse déposée, en attente de soutenance
36. Arnaud LOUWETTE, Assistant, Université libre de Bruxelles
37. Rachel LUCAS, Doctorante contractuelle, Université de Paris Ouest Nanterre, La Défense
38. Jean-Baptiste MAILLART, Doctorant, Université de Genève
39. Andrei MAMOLEA, PhD Candidate, Graduate Institute Geneva
40. Camille MARQUIS BISSONNETTE, Candidate au doctorat en droit, Université Laval
41. Mathilde MASSE, Doctorante, Chargée d'enseignement, Universités de Paris II Panthéon-Assas et de Paris X Nanterre
42. Raphaël MAUREL, ATER, Université d'Auvergne
43. Nidhal MEKKI, Doctorant, cotutelle, Université de Carthage – Université Laval
44. Patricia NAFTALI, Chargée de recherche FNRS, Université libre de Bruxelles
45. Yda Alexis NAGALO, Doctorant en droit international de l'environnement, Université Ouaga II, Burkina Faso
46. Providence NGOY WALUPAKAH, Doctorant en droit, Université de Genève
47. Sophie RONDEAU, Doctorante, Université de Genève
48. Jedsarit SAHUSSARDUNCSI, LLM candidate, University College London
49. Dorra SAMMOUD, Doctorante, Université de Carthage
50. Bérénice K. SCHRAMM, Chercheure postdoctorante FNS, SOAS, Londres, UQÀM, Montréal

51. Elisabeth SCHWEIGER, PhD Researcher, Politics and International Relations, University of Edinburgh
52. Alexandre SENEGACNIK, Doctorant, Sciences Po Paris
53. Bettina STEIBLE, Doctorante, Université Autonome de Barcelone
54. Amine THABET, Doctorant, thèse déposée, en attente de soutenance, Université de Carthage
55. Sâ Benjamin TRAORÉ, Doctorant Boursier FNS en droit à l'Université de Neuchâtel, Suisse
56. Marusa VEBER, Assistant and PhD Candidate, University of Ljubljana
57. Agatha VERDEBOUT, Doctorante, Université libre de Bruxelles
58. Elodie WEIL, Doctorante, Chargée d'enseignement et de recherche, Université de Cergy-Pontoise
59. Laurent WEYERS, Assistant, Université libre de Bruxelles
60. Nadia WU-TIU-YEN, Doctorante, IEHI, Université d'Aix-Marseille ; Chargée d'enseignements, Université de la Réunion
61. Ka Lok YIP, PhD student, Graduate Institute of International and Development Studies
62. Christian ZAN, Doctorant, Université Félix Houphouët Boigny, Abidjan